



Transrural

initiatives

n°452 / janvier-février 2016 / 9 euros

- RELIER LES INITIATIVES D'HABITAT PARTICIPATIF
- LA FERME DE TOUSSACQ, UNE PÉPINIÈRE DE PAYSANS
- RESTRUCTURATION LOGISTIQUE DANS LA GRANDE DISTRIBUTION

Dossier
**RÉFORME TERRITORIALE.
DES CARTES REBATTUES
POUR LE RURAL ?**

Transrural initiatives

revue mensuelle d'information agricole et rurale publiée par l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de l'Afip, de la FNCivam, du MRJC et de la CNFR.



L'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip) est un réseau associatif composé de sept structures réparties sur le territoire national. De la médiation au développement d'activités, l'Afip est un acteur du milieu rural ayant une approche territoriale en portant et militant pour les valeurs du développement durable notamment sur le pilier social.



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.



La Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR) fédère des associations qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire et qui contribuent à ce que les territoires ruraux restent des espaces de vie et de solidarité, promeuvent le fait associatif et contribuent à l'émancipation des individus, tout en luttant contre la fracture sociale et l'isolement des individus.

Directrice de publication : Isabelle Barnier - **Équipe**

de rédaction permanente : Hélène Bustos, Fabrice

Bugnot - **Ont participé à ce numéro :** Isabelle Barnier,

Maxime Bergonso, Hugues Boiteux, Jean-Marc Bureau,

Michel Carré, David Fimat, Marie Herrault, Raphaël

Jourjon, Brigitte Lech, Amaud Leder, Ludovic Mamdy,

Pauline Salcedo, Mathieu Salvy et Alexiane Spanu.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard



Impression : Evoluprint, Bruguère

Administration / Rédaction :

7bis, rue Riquet - 75019 Paris

Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : J.-L. ZIMMERMANN/FLUCKR

Reproduction autorisée sous réserve de demande
— n°CPPAP : 0620G86792 — ISSN : 1165-6166 —
Dépôt légal : février 2016.

vivre ensemble

Transports

- 4** Digne-les-Bains n'attire pas les autocaristes

Initiatives

- 5** Être ostéopathe en Centre Bretagne
7 Relier les initiatives d'habitat participatif

Société

- 8** Accueil des réfugiés : l'État fait attendre les communes volontaires



ménager les ressources

Agriculture

- 10** La ferme de Toussacq, une pépinière de paysans

Environnement

- 12** L'enquête publique : une procédure à revoir

Quatrième de couverture

Tracteurs et citoyens vigilants

Samedi 9 janvier 2016, près de 400 tracteurs et quelque 20 000 personnes étaient présents sur le péri-phérique nantais pour témoigner leur soutien aux habitants et paysans historiques de la Zad, menacés par l'assignation en référé expulsion déposée le 4 décembre dernier par AGO-Vinci, le concessionnaire du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Suite à l'audience du 13 janvier, le tribunal de grande instance de Nantes a rendu sa décision lundi 25 janvier et s'est prononcé pour l'expulsion, sans astreinte financière. Huit des onze familles « bénéficient » d'un délai de deux mois, tandis que pour les trois autres et pour les exploitations agricoles, la décision est à effet immédiat. Dans le même temps, les habitants de la Zad lancent leurs propres appels d'offres « pour la construction d'un avenir sans aéroport ». Les chantiers collectifs sur place commencent. Plus d'infos : <http://zad.nadir.org>.

un autre développement

Aménagement

- 13** « Les élus voient dans les entrepôts une opportunité rare de création d'emplois »

Économie

- 15** Restructuration logistique dans la grande distribution

Agriculture

- 16** Les circuits courts 2.0

Initiatives

- 17** Leçons de collectif par la collecte de sons

Chronique

- 18** La guerre des mots — acte X

(Ré)abonnez-vous à **Transrural initiatives**
sur la boutique en ligne de la revue

Invitation à voir l'invisible

On se réveille en 2016, encore endolori et fourbu. Le climat n'a pas forcément changé et l'état d'urgence continue de faire grimper le mercure social. Le paysage administratif a lui évolué avec l'entrée en vigueur de la nouvelle carte régionale, dessinée dans le deuxième volet de « *la réforme des territoires voulue par le président* ». À un moment présentée comme un nouvel acte de décentralisation, exercice au combien ambivalent et difficile dans notre République « une et indivisible », cette réforme complexe vient questionner les relations entre espaces. Et il nous a semblé important d'en proposer une lecture, c'est le dossier de ce numéro. Car justement, une telle réforme donne, en quelque sorte, « à lire le pays » et formule un certain nombre de principes qui le régiront dans les temps à venir. Dans *Les villes invisibles*, roman poétique de l'écrivain Italo Calvino paru en 1972, Kublai Khan, empereur de Chine, possède un empire si étendu qu'il se trouve dans l'impossibilité de le connaître par lui-même ; il demande au jeune Vénitien Marco Polo de l'explorer et de lui raconter les villes sujettes de son empire. Avec la cinquantaine de villes improbables (et relativement invivables) dont il est question dans le récit, on perçoit la difficulté, voire l'impossibilité, de connaître cet empire par le biais de la description.

Celle du pays que nous propose la réforme territoriale est elle aussi centrée autour des villes, érigées pour certaines au rang de métropoles (certainement beaucoup moins poétiques que celles nées de l'imagination de Calvino...). Dans quelle mesure ce choix laisse-t-il la place à des politiques régionales fondées sur une complémentarité entre espaces urbains et ruraux ? Si consacrer l'urbain et son dynamisme (économique) n'est pas forcément nier le rural, la tentation d'une approche schématique articulée autour de « centres » et de « périphéries » est grande. À voir dans quelle mesure, la *Vitalité politique en rase campagne*, valorisée dans le chaud numéro d'hiver de la revue *Mouvements* (cf. p19), sera à même d'imposer des descriptions et des lectures plus fines des espaces et de ceux qui les habitent, et finalement de prôner une approche moins réductrice, voire soucieuse de relier. *Les villes invisibles* s'achève sur un échange entre Marco Polo et Kublai Khan dans lequel ce dernier se désole de la perspective d'une ville infernale comme seul horizon ; son émissaire lui répond alors : « *L'enfer des vivants n'est pas chose à venir ; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place.* » Une réflexion à prendre où que l'on (en) soit, en ce début d'année que nous vous souhaitons meilleure que la dernière et moins bonne que la prochaine !

HÉLÈNE BUSTOS,
RESPONSABLE DE RÉDACTION



découvrir

19 En revues

20 Au fil des lectures

la vie des réseaux

I à VIII DOSSIER CENTRAL

Réforme territoriale : des cartes rebattues pour le rural ?

Nouvelles Régions, métropoles, intercommunalités renforcées et redistribution de certaines compétences entre collectivités... La réforme territoriale se met en place et 2016 s'annonce comme une année de transition. L'occasion de faire le point, dans ce dossier, sur les choix ayant présidé à cette nouvelle organisation, ce qu'elle implique pour les territoires ruraux et en termes de démocratie locale.



J.-L. ZIMMERMANN/FELICER

Les circuits courts 2.0

De plus en plus de sites internet permettent de commander auprès de producteurs locaux qui, pour certains, se sont organisés et développent leur propre solution.

A l'heure du développement global des ventes sur internet, qu'en est-il des produits agricoles ? L'alimentation et les produits de grande consommation représenteraient 24% des produits achetés en ligne en 2014¹, selon la Fédération e-commerce et vente à distance (Fevad). 8% des Français auraient déjà acheté sur internet des produits alimentaires directement à des producteurs et 26% envisageraient de le faire. La marge de développement est donc importante. Pour répondre à cette demande croissante, plusieurs possibilités s'offrent aux internautes : des sites - majoritairement des entreprises - qui servent d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs, comme La Ruche qui dit oui !, et des collectifs de producteurs d'un territoire, souvent organisés en associations ou coopératives, qui ont leur propre site. On peut également trouver des sites institutionnels permettant aux collectivités de s'approvisionner en produits locaux comme Agrilocal (cf. TRI n°450).

PRODUITS BIO ET LOCAUX

Internet donne un nouveau souffle à la vente directe et participe à l'émergence de nouvelles pratiques d'organisation collective. Les attentes des consommateurs *via* le web seraient toutefois plus élevées que celles des consommateurs des commerces habituels ; selon la Fevad, parmi les trois plus importantes, on trouve la disponibilité des produits, l'historique des commandes et la possibilité d'avoir un catalogue personnalisable.

Sur les sites créés par des groupements de producteurs d'un même territoire, les notions de proximité et de

Après le lancement en septembre 2011, ce sont aujourd'hui près de 700 groupes d'achat qui utilisent l'outil web de commande en ligne développé par La Ruche qui dit oui !.



qualité des produits sont particulièrement mises en avant. Généralement, les producteurs proposent chacun des produits différents pour une gamme plus complète. Pour Sandrine Hignet, chevrère dans le Morbihan sur la Ferme de l'Hotié, « internet est un outil clé aujourd'hui et correspond aux attentes de consommateurs pressés et n'ayant pas envie de courir dans différents lieux pour faire leurs courses ». Elle a commencé la vente directe sur les marchés et les épiceries avant de rejoindre, en plus, l'association Clic ta berouette, créée en 2014, qui réunit dans la commercialisation *via* un site internet², des producteurs en agriculture biologique du pays de Ploërmel. Le site compte une centaine de produits différents issus de la production bio et locale (producteurs et consommateurs sont dans un rayon d'environ 30 km).

FACILITER L'ENTRAIDE ENTRE PRODUCTEURS

Un des objectifs de l'association est de « permettre aux producteurs de créer du lien entre eux pour valoriser et dé-

velopper la bio et au consommateur de commander ce qu'il veut en bio ». Cette plateforme facilite également « une entraide entre producteurs pour la vente de leurs produits ». Elle attire de nouveaux clients, en général en recherche de gain de temps et d'une alimentation de qualité et permet de fidéliser ceux des marchés, qui y complètent leurs achats. Selon Sandrine Hignet, ce mode de commercialisation « n'offre pour le moment que des avantages ». Il génère plus de réunions entre producteurs pour son organisation mais moins de travail individuel pour développer le réseau de clients. Enfin, les consommateurs choisissent lors de la validation de leur commande dans quelle ferme ils souhaitent récupérer leurs achats, l'occasion de rencontrer les producteurs, même si tous les clients ne sont pas motivés pour discuter et découvrir le métier et la vie de la ferme. Pour autant, les paysans mettent un point d'honneur à être disponibles pour ceux qui veulent échanger.

■ MARIE HERRAULT

1 - Étude Fevad/ Médiamétrie sur le e-commerce et la vente à distance aux particuliers.

2 - www.dictaberouette.com.

Transrural initiatives

Vous pouvez vous abonner en ligne sur :
<http://boutique.transrural-initiatives.org>

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles.

Transrural entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour un abonnement d'un an (10 numéros) :

- Tarif normal : 55€ ; tarif réduit (étudiants, chômeurs, abonnements groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ; tarif association : 80€ ; tarif institution (bibliothèques, collectivités, services...) : 90€ ; tarif découverte (3 numéros) : 25€.
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Pour un abonnement 2 ans (20 numéros) : tarif normal : 95€ ; tarif association : 150€ ; tarif institution : 170€.

Nom : Société :

Prénom : Mail :

Adresse :

Comment avez-vous connu *Transrural*? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue,
indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 7bis, rue Riquet - 75019 Paris

transrural@globenet.org



TRACTEUR

TRACTEUR VIGILANT

JOHN DEERE